

LES COMMÉMORATIONS MULTIPLES DANS LES MÉDIAS

DES ENJEUX POUR LA MÉMOIRE INTERNATIONALE

PAR PAR

MICHEL MATHIEN (*)

2009 a été marquée par de nombreuses commémorations d'événements passés. Evidemment, celles-là ont été plus ou moins médiatisées et, selon les cas, révélatrices de convergences et de divergences sur le sens des représentations remises dans l'actualité de l'année. Si les choix éditoriaux des médias d'information générale, mais aussi des sources de l'amont du processus communicationnel dans lequel ils se situent, consistent à rappeler des faits anciens, ceux-là n'échappent guère aux contextes nationaux des Etats. Surtout quand ils font toujours débat ou dépendent d'une affirmation politique délibérée, voire indiscutable. Cependant, le «retour sur événement» peut aussi être considéré comme un acte de communication pour assurer visibilité et notoriété à son initiateur, individuel, collectif ou institutionnel.

Les grandes manifestations mémorielles de 2009 ne sont évidemment pas sans rapport avec l'actualité internationale. L'esprit du «devoir de mémoire», dans sa double vocation de préservation et de transmission, n'est certes pas exclusif et il est loin d'être équitablement partagé sur tout sujet. Surtout quand ce devoir devient obligation. Rien de surprenant, en fait, puisque les médias du monde entier s'adressent en priorité à leurs publics nationaux, que leurs choix éditoriaux soient voulus ou subis selon leur contexte politique et/ou économique. L'enjeu n'en demeure-t-il pas la meilleure compréhension entre les peuples dans le cadre de la mondialisation en cours et en perspective ?

MÉMOIRE SOUS EMPRISE OU MÉMOIRE LIBÉRÉE ?

Aléas et choix de sélection pour le présent

Dans l'espace médiatique où se construit le présent commun censé partagé par tous, le rappel du passé, *a fortiori* dans sa perspective internationale, n'échappe pas aux représentations symboliques que les Etats construi-

(*) Professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Strasbourg (France), où il est responsable de la chaire UNESCO «Pratiques médiatiques et journalistiques. Entre mondialisation et diversité culturelle».

sent, pour eux-mêmes ou pour le monde entier, selon leur volonté de communiquer et leur capacité à vouloir maîtriser leur propre image.

Le cas de la Chine ou d'une mémoire inquiétante

Sur ce registre, la Chine demeure toujours un exemple. Son cas a particulièrement été observé lors de la préparation des Jeux olympiques de Pékin des 8 au 24 août 2008, y compris sur le plan diplomatique (1). Aucun fait du passé ne devait ternir la représentation de l'événement annoncé et géré par les instances en charge de la communication officielle. Or, il en a été ainsi de la répression massive au Tibet du mois de mars précédent qui, pourtant, avait suscité de nombreuses réactions internationales, et de l'initiative du lancement de la Charte 08 en faveur de la démocratie au cours du mois de novembre. Son initiateur, Liu Xiaobo, a été poursuivi pour « incitation à la subversion de l'Etat » et condamné à 11 ans de prison le 25 décembre 2009, malgré le soutien de nombreux avocats et militants chinois en faveur des droits de l'homme (2). Cette position officielle a été confirmée lors de la commémoration des 60 ans de la proclamation de la République populaire de Chine par Mao Tsé-toung sur la place Tien An Men le 1^{er} octobre 1949.

Face à cet anniversaire, hautement magnifié à l'échelle nationale et planétaire par le gouvernement chinois, il n'était pas question d'accepter de lever le tabou du massacre du 4 juin 1989 sur cette même place et qui, à l'international comme pour les opposants réduits au silence depuis, est devenu le symbole du « Printemps de Pékin », à l'instar de celui de Prague de 1968. La plupart des médias occidentaux n'ont pas manqué de rappeler les origines populaires et estudiantines d'une forte contestation du régime suite au décès, le 15 avril, de Hu Yao-Bang, le secrétaire général du Parti communiste démis de ses fonctions deux ans plus tôt pour ses visées réformistes, et de sa répression massive par les chars et les mitrailleuses lourdes de l'armée après instauration de la loi martiale dès le 20 mai.

Ces médias ont surtout marqué leur différence par rapport à ceux qui, dans ce cas ou dans d'autres, sont soumis à une rhétorique politique ne se prêtant pas à débats. Dans une classification sommaire des catégories de mémoire, la Chine pourrait être placée dans celles des « mémoires obligées » et des « mémoires inquiétantes », vu la prudence de nombreux Etats vis-à-vis de ses dirigeants et eu égard à sa double puissance, politique et économique, s'inscrivant dans la logique prédictive observée en 1973 par Alain Peyrefitte (1925-1999) (3)!

(1) Cf. Franck LATTY, « Les Jeux olympiques et le droit international. Rendez-vous manqué et rencontres du troisième type », *Annuaire français de relations internationales*, vol. X, 2009, pp. 945-964.

(2) Cf. Brice PEDROLETTI, « La résistance opiniâtre des dissidents chinois », *Le Monde*, 13-14 déc. 2009, p. 5.

(3) Alain PEYREFITTE, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, Paris, 1973. La visite du Premier ministre français, François Fillon, du 20 décembre 2009 à Pékin avait une visée économique qui a mis la question du Tibet de côté.

Médiatisations aléatoires

A l'opposé, les vingt ans de la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, ont largement été préparés dans les agendas politiques, institutionnels et médiatiques de part et d'autre de l'ancien « Rideau de fer » ! Toutefois, toutes les commémorations de l'année 2009, avec leurs cérémoniels, ne sont pas non plus sans lien avec le réalisme diplomatique, comme cela a été le cas des quarante ans de la « Révolution libyenne » menée à Tripoli, le 1^{er} septembre 1969, par un lieutenant de 27 ans nommé Mouammar Kadhafi ! Ou de la mort, le 4 septembre 1969, d'Onclé Hô, surnom d'Hô Chi Minh, le fondateur du Viêt-Minh, en pleine guerre contre les Etats-Unis. Voire aussi à l'occasion des trente ans de la « Révolution iranienne », avec la proclamation de la « République islamique » par l'ayatollah Khomeiny, qui débarquait le 2 février 1979 d'un avion d'Air France à Bagdad, après avoir quitté sa villa de Neauphle-le-Château, en France, pays où le président Valéry Giscard d'Estaing avait accepté de l'accueillir en 1978. Constatons que le problème posé en soi par le régime de la « République islamique » a repris le pas dans l'actualité internationale suite aux résultats contestés des élections présidentielles et législatives. Et, cela, avant que l'ancienne impératrice Farah Pahlavi (ou Farah Diba (4)) fasse l'objet d'un film, sorti le 23 décembre ! Réalisé par Nahid Persson Sarvestani, une ex-communiste exilée après les événements de 1978-1979, *La Reine et moi* revient sur l'histoire, avec remise en contexte du Proche-Orient, explications sur les incompréhensions d'alors, bilan et interrogations sur l'avenir de l'Iran.

Relevons que, cinq années après, le massacre du 3 septembre 2004 à l'école de Beslan, en Ossétie du Nord, où 186 enfants ont trouvé la mort suite à l'intervention de l'armée russe, n'a guère figuré dans l'actualité internationale, alors que les problèmes des populations minoritaires concernées, avec leurs langues et leurs cultures spécifiques, y sont loin d'être réglés ! En revanche, un an après et dans un tout autre contexte, étudiants et lycéens grecs se sont retrouvés dans la rue à l'appel de partis de gauche, en mémoire d'un adolescent tué au pistolet par un policier le 7 décembre 2008 à Athènes. Les manifestations ont largement été reprises à l'international par les médias, mais *quid* du contexte national de 2009 et de son passé ?

Les choix des médias, en particulier audiovisuels quand ils disposent d'images appropriées, notamment celles relevant du marché des images, interrogent toujours sur le sens recherché par les uns et les autres dans la construction d'une représentation commune du monde. Celle-là, évidem-

(4) Rappelons que l'histoire de Farah Dibah relevait du conte de fées quand, jeune étudiante en architecture, elle épousait, le 21 décembre 1959, le Chah qui, en 1958, avait répudié sa femme Soraya, faute d'avoir eu un héritier. Son mariage avait attiré photographes et cameramen des principaux médias d'alors. L'attention portée équivalait à celle de la Reine d'Angleterre, surtout lors de son couronnement comme impératrice le 26 octobre 1967.

ment, ne peut se fonder sur le seul registre écologique du Sommet de Copenhague sur le climat de décembre 2009 et qui, de toute évidence, fera date. Bien que naturelle *a priori* et déjà exprimée en son temps par le philosophe Emmanuel Kant dans sa conception de la Paix perpétuelle dans l'intérêt des peuples, cette préoccupation s'est reposée à partir des usages des innovations médiatiques. Tout d'abord à propos des soixante ans du premier journal télévisé français réalisé le 29 juin 1949, puis des quarante ans de la première connexion de l'Internet par Leonard Kleinrock, de l'Université de Californie, à Los Angeles, le 29 octobre 1969, jour où deux ordinateurs ont pu échanger des données numérisées «par paquet»! Il est vrai que, malgré la crise économique de 2008, la spéculation des marchés boursiers mondiaux vers la «bulle Internet» de 1999, n'a guère été rappelée dix ans après, alors que la crise de 1929, elle, l'a été maintes fois, pour tirer de nouvelles leçons politiques et organiser la relance économique. Peut-être les médias se souviendront-ils de l'éclatement de cette «bulle» en 2010?

Silences et oublis?

En effet, les silences et oublis de la part des médias (5) interrogent toujours et sans qu'on ait souvent les réponses adéquates, même si la Toile, avec ses sites d'information et ses *blogs* en tous genres, encourage une forme de «journalisme citoyen». Tout en n'échappant pas à maintes discussions, dans les milieux professionnels en particulier, les pratiques qu'il suscite n'en constituent pas moins un nouvelle forme de «l'information par la bande», telle que déjà connue en Chine avec le *dazibao* (affiche officieuse de discussion/contestation ayant fait florès sous la Révolution culturelle, à partir de 1966) ou en Russie avec le *samizdat* (écrit clandestin de lutte contre la censure). Les médias en ont aussi fait un champ d'observation à leur propre usage.

La représentation en débat

Une forme de communication publique

Bien que ne portant pas directement sur les comportements des médias, les réflexions du Français Paul Ricœur (1913-2005) sur le sujet demeurent toujours pertinentes. Pour lui, la mémoire se place dans le cadre non seulement de la philosophie de l'histoire, mais de l'évolution de l'humanité. Obligations, abus et oublis de mémoire n'échappent donc ni à la manipulation, ni à l'instrumentalisation plus ou moins concertée par les détenteurs

(5) Cf. Gérald ARBOIT/Michel MATHIEN, «Non-vu et non-dit dans la médiatisation de l'actualité internationale. Une application de la 'spirale du silence'», *Annuaire français de relations internationales*, vol. IX, 2008, pp. 832-846. Relevons le silence chinois sur le séisme du 12 mai 2008 au Sichuan, qui aurait fait plus de 70 000 victimes, alors que les autorités y préparent un musée mémoriel hors toutes reconstructions pour ses habitants.

de tout pouvoir, cela, selon une orientation rationnelle portée par une fin ou celle portée par une valeur (la *Zweckrationalität* de Max Weber face à la *Wertrationalität*) (6). Or, les enjeux de la mémoire, conscients ou non, participent de sentiments collectifs de satisfaction (la mémoire heureuse) ou de culpabilité, criminelle ou morale, réelle ou symbolique, voire de paix ou d'amnistie pour une réconciliation. D'où leur complexité avec les débats identitaires qui en découlent!

Cependant, sortir la mémoire commémorative de la seule rhétorique politique visant à gagner le prestige et la faveur de la foule, telle que déjà débattue en son temps par Socrate (7), serait un progrès éthique dans la mesure où, de nos jours, elle est devenue une forme de communication publique en lien avec les médias de masse et leurs propres effets et interactions. Pourtant, malgré les analyses lucides ou critiques des médias (8), la captation de l'intérêt des publics n'est pas incompatible avec la quête de crédibilité des informations médiatiques, *a fortiori* quand celles-là sont des récits tendant à valoriser une fin. Il en va de même pour l'histoire, qui ne saurait être dissociée de sa contrainte de vérité.

Quid des médiateurs de profession?

Les organes d'information, destinés aux publics et/ou aux citoyens, ainsi qu'aux consommateurs de produits en tous genres, s'inscrivent dans le jeu de la reliance sociale et de l'identité collective toujours en construction *via* leur présentation de l'actualité. Ecrits et images fixes ou animées n'échappent ni à la réflexion sur l'offre d'information faisant actualité, ni à sa réception publique sur un territoire culturellement identifié par son passé et quoi qu'on en dise ou pense. Or, selon leurs propres discours, journalistes et entreprises médiatiques sont censés se placer dans une position de « médiation » entre leurs publics et les acteurs politiques! L'information et la communication, l'une et l'autre comprise en termes d'échanges et de débats, supposent la « reconnaissance » de l'entité sociale, politique et culturelle dans laquelle elles se développent, qu'elle soit un pays, une région ou un continent sur lequel bien des valeurs sont partagées. Par les contenus offerts selon la périodicité propre à chaque média, les journalistes concernés participent à la construction de significations censées relever des préoccupations existentielles des membres d'une collectivité plus ou moins large, dont ils sont aussi parties prenantes. Même quand ils font un effort de distanciation

(6) Paul RICOEUR, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris, 2000, notamment ch. 2, pp. 82-111. Rappelons que, dans cet ouvrage, en raison du « trop de mémoire » ou du « trop d'oubli » (cf. l'Avant-propos, p. 1), l'auteur reprend des réflexions de son œuvre monumentale *Temps et récits*, t. I, II et III, Seuil, Paris, 1983-1985.

(7) PLATON, *Gorgias*, Flammarion, Paris, 1987.

(8) Cf. par exemple, Daniel DAYAN/Elihu KATZ, *La Télévision cérémonielle. Anthropologie et histoire en direct*, PUF, Paris, 1996; Patrick CHAMPAGNE, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Minuit, Paris, 1990.

professionnelle, ils sont pris dans le jeu des identités narratives lorsqu'ils choisissent un événement censé représenter une réalité.

Or, dans les médias généralistes, sous l'impulsion première des chaînes de télévision, la tendance est à relier ce que P. Ricœur, dans *Temps et récit*, a appelé la «*mimésis 1*», fondée sur la construction du monde référentiel, pré-figuré ou pré-compris, à la «*mimésis 3*», correspondant aux effets induits par la «*mimésis 2*» qui, elle, réunit divers éléments «*mis en intrigue*» sous forme d'un récit, autrement dit sa configuration narrative. Cette tendance s'appliquant aux «événements mémoriels» conduit à confondre «*mimésis 1*» et «*3*», donc à entretenir un processus d'auto-confirmation de faits, de clichés ou de mythes, aux dépens de la discussion sur le passé évoqué, voire de la réflexion. Plus ou moins forte selon les contextes, cette tendance pose la question de la fonction de l'information au regard de la quête de la vérité des faits, étant donné que la logique en développement tend à valoriser davantage l'interprétation du récit médiatique, lui-même construit pour se définir collectivement par rapport à des publics qui ne sont pas de «chez nous».

Malgré l'ouverture, dont certains témoignent ici et là de par le monde, les médias, en restant nationaux en priorité, n'échappent pas souvent à une logique contribuant à entretenir la «*mémoire courte*» (9) et *a fortiori* quand une commémoration devient l'événement du jour faisant «nouvelle» (10). Or, historiens et médias ne sauraient vivre en rupture : l'histoire, le passé connu, partagé et compris par la connaissance des divers contextes traversés par les peuples, les États ou nations, est une condition pour envisager les meilleures perspectives pour la construction de l'avenir commun. Il s'agit là d'un vieux constat philosophique remontant à l'Antiquité (11).

Des mémoires heureuses

De grands événements – ou qui ont été considérés comme tels au fil du temps, mais aussi des choix ou des initiatives de particuliers ou de groupes – ont pu aboutir à une mémoire partagée pouvant être qualifiée d'heureuse (P. Ricœur). Ainsi, malgré le temps passé et la rupture avec la France depuis la cession du Canada au Royaume-Uni par le Traité de Paris de 1763, le Québec a commémoré les 250 ans de la bataille de la Plaine d'Abraham, pourtant gagnée le 17 septembre 1759 par... les Anglais! La défaite fit date pour la constitution de la «Belle Province» et la reconnaissance des Québécois avec pour devise «*Je me souviens*»!

(9) Daniel BOUGNOUX, *La Crise de la représentation*, La Découverte, Paris, 2007.

(10) Patrick CHAREAUDEAU, *Les Médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, INA/De Boeck, Bruxelles, 2005.

(11) Pour des réflexions sur ce type de problématiques, cf. Michel MATHIEN, *La Médiation de l'histoire. Ses risques et ses espoirs*, Bruylant, Bruxelles, 2004 (préface de Jean Favier); Régis LATOUCHE/Michel MATHIEN (dir.), *Histoire, mémoire et médias*, Bruylant, Bruxelles, 2009.

Un siècle après, une autre date fut l'objet d'une commémoration de plus grande ampleur, mais pour une œuvre humanitaire avant la lettre! La bataille de Solferino du 24 juin 1859, lors de la guerre franco-sarde menée par la France de Napoléon III contre l'Autriche, et qui fut une étape dans la construction de l'unité italienne, eut un témoin particulier. Un jeune homme d'affaires genevois de 31 ans, venu rencontrer l'Empereur des Français, traumatisé par le massacre auquel il a dû assister par hasard, se porte au secours des victimes des deux camps. Ayant déjà créé dans son pays, en 1855, la première Union chrétienne de jeunes gens (UCJG), sur le modèle britannique de la Young Men Christian Association (YMCA), Henri Dunand (1828-1910) fonde la Croix Rouge en 1863. Et il obtient, dès 1864, la signature de la première Convention de Genève par quinze Etats européens! Evidemment, la victoire française de Solferino a été commémorée pour ses horreurs dans tous les pays où la Croix-Rouge est présente. Et celui qui fut, en 1901, le premier prix Nobel de la Paix, avec le pacifiste français Frédéric Passy (1822-1912), a été largement honoré.

Autre événement de mémoire heureuse ayant marqué cette même année, malgré les débats récurrents qu'il suscite toujours, celui de la parution de *L'Origine des espèces (par le moyen, de la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie)* du naturaliste anglais Charles Darwin (1809-1882), dont c'était aussi le bicentenaire de la naissance.

Dans ce même cadre mémoriel, de larges mentions ont été faites à la tour Eiffel, monument symbolique créé pour l'Exposition universelle de 1889. Ou encore à une *star* française internationale du cinéma disparue prématurément, Gérard Philipe (1922-1959) : celui-là avait tenu à garder son rapport au théâtre en réalisant, à Paris en 1945, *Caligula*, la pièce d'Albert Camus (1913-1960), prix Nobel de littérature en 1957, dont le Président de la République française a souhaité l'entrée au Panthéon en 2010, année du cinquantenaire de sa mort accidentelle.

Bien d'autres événements mémorialisés en 2009 pourraient être rappelés pour faire le lien intergénérationnel. Ainsi, avec son slogan «*Peace, love and music*», le rassemblement de 500 000 jeunes à la mode lors du festival de Woodstock, dans l'Etat de New York, du 15 au 18 août 1969, autrement dit celui de la «contreculture» avec ses modes musicales idéalisées, ses *hippies* et sa *rock music*, a été largement exploité... au cours de l'été, tant sur le registre de l'information que du divertissement. De même, mais avec un battage moindre, la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée à l'unanimité par les Nations Unies le 20 novembre 1989, a été rappelée sur un registre plus sérieux, sans pour autant faire grands débats sur son application dans le monde.

Le *Mandela Day*, mis en place le 18 juillet 2009 au Radio City Music Hall de New York, a certainement fait une unanimité mondiale, à l'insu de Nel-

son Mandela lui-même qui, chez lui, en aurait été fort surpris le jour de ses 91 ans! De nombreuses célébrités ont chanté des chansons qu'il aimait, reprises en direct par des chaînes de télévision et de radio pour honorer le 10^e Président sud-africain (1994-1999), dont l'histoire qui «finit bien», pour lui et son peuple, est connue dans le monde entier.

Si son cas est fort différent, la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, s'est pourtant aussi placée dans cette mémoire heureuse à l'échelle internationale. Cependant, malgré sa symbolique élargie à la suppression du Rideau de fer ayant marqué géographiquement l'ère des deux Blocs, il a aussi été l'occasion de rappels discutés et gérés sur le plan diplomatique.

LE «MUR» DANS UNE ANNÉE DE TRANSITION

L'avant de la chute du Mur de Berlin

Tensions et conflits récurrents

1989 a été une année symbolique pour désigner la transition d'une ère nouvelle de l'évolution politique : le bloc de l'Ouest – avec ses valeurs – l'a emporté sur le bloc de l'Est! Elle s'est aussi achevée par un geste symbolique fort, l'attribution du prix Nobel de la Paix au Dalaï Lama, le chef spirituel du Tibet en exil depuis la révolte écrasée par l'armée chinoise en 1959. Ce geste légitimera encore davantage son action en faveur d'un peuple opprimé et de la liberté dans le monde.

L'année avait-elle bien commencé? La répression des opposants au régime communiste était encore forte en Tchécoslovaquie en janvier. Un de ses meneurs, l'écrivain Vaclav Havel, a été arrêté le 16 janvier, à Prague, et emprisonné. Les 5-6 février a eu lieu la première visite de courtoisie en Iran d'un ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, dix ans après la chute du Chah et son départ en exil le 16 janvier 1979. Elle s'est effectuée avant que l'imam Rouhollah Khomeiny, par une *fatwa* du 14 février, appelle à l'exécution de Salman Rushdie, l'écrivain britannique d'origine indienne ayant, selon lui, mis en cause Mahomet et l'Islam dans son livre *Les Versets sataniques* (1988). Position qui a provoqué un tollé diplomatique, en particulier de la Communauté économique européenne. L'imam mourra le 4 juin suivant, à 87 ans.

Cette année-là est aussi marquée par de nombreux conflits, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, allant de guerres régionales à des crises internes ayant fait l'objet de rappels mémoriels que nous ne pouvons énumérer. Au début 1989, était déjà annoncée la fin de la guerre en Afghanistan engagée par l'URSS dix ans plus tôt, sous le gouvernement de Leonid Brejnev, dans le but de mettre en place un régime communiste. Le contexte était encore celui de la Guerre froide. La trêve a été effective, le 15 février

1989, entre Moscou et les résistants moudjahidines alors soutenus par des pays arabes et musulmans, mais aussi, officieusement, par les Etats-Unis *via* la CIA, notamment dans le domaine de l'armement. Relevons que, par le nombre croissant de victimes de tous bords, cette intervention, sans défaite et sans victoire pour l'URSS, était devenue, l'équivalent de la «sale guerre», expression dont, aux Etats-Unis, on avait qualifié la «guerre du Vietnam» à la fin des années 1960, après que les médias américains eurent montré les images de leurs soldats tués et blessés devenus des «victimes»... Ce qui n'était alors pas le cas en Afghanistan, en raison du contrôle de l'Armée rouge. Cependant, ce sujet «ancien» n'a guère été rappelé dans le conflit en cours, surtout depuis le 11 août 2003, date à laquelle l'OTAN a pris le commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité mise en place sous l'autorité des Nations Unies, mais sous l'attention dominante des Etats-Unis! Si les médias s'y intéressent de plus en plus, c'est en raison du nombre d'Etats européens qui y sont engagés.

Si l'année 1989 est marquée par la fin des guerres en Namibie et en Angola, elle l'est aussi par un coup d'Etat au Soudan, le 30 juin, dont les conséquences sont toujours – épisodiquement – dans l'actualité construite par les médias, en particulier par les tragédies de populations devenues des victimes innocentes! Les troubles et conflits sont récurrents au Proche-Orient, notamment au Liban! En revanche, la mutation engagée pour la fin de l'*apartheid* en Afrique du Sud est confirmée le 14 septembre, avec l'élection de Frederik de Klerk à la présidence de la République. Le régime dictatorial du général Noriega au Panama est renversé avec l'opération Juste cause lancée par l'armée des Etats-Unis le 20 décembre. Entre-temps, dans les Balkans, le 28 juin, un million de Serbes se déplacent au Kosovo pour commémorer le sixième centenaire de la bataille du Champ des Merles qui, lui, ne sera pas sans conséquences dans l'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie dans les années suivantes, notamment lors de la guerre du Kosovo de 1999.

Perestroïka en cours et changements à l'Est

Dans la foulée du retrait soviétique d'Afghanistan, Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Parti communiste depuis 1985, effectue une première visite officielle à Pékin, les 15 et 18 mai 1989, après trente ans de tension avec la Chine, malgré les contestations en cours. Lui-même avait commencé à réévaluer les crises et problèmes intérieurs de son pays en développant son concept de *perestroïka* – souvent traduit par «restructuration» – réalisé dans la *glasnost*, c'est-à-dire dans la «transparence» ou la «publicité», autrement dit dans le débat public! Il venait d'engager une mutation fondamentale de l'idéologie communiste face au monde, ce qui a aussi donné à son personnage une dimension internationale majeure. La dynamique lancée devait conduire à réduire les attaques politiques de l'Occident contre l'URSS et à

envisager un nouvel avenir commun (12)! En cette année 1989, M. Gorbatchev avait redonné sa citoyenneté au dissident Alexandre Soljenitsyne (1918-2008), prix Nobel de Littérature (1970), qui reviendra de son exil aux Etats-Unis en 1994 (13). En raison de son dynamisme et des espoirs qu'il a suscités après la Guerre froide, M. Gorbatchev obtint le prix Nobel de la Paix en 1990, dans un esprit comparable à celui ayant prévalu pour la même attribution à Barack Obama, Président des Etats-Unis, en 2009!

En Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Hongrie, de profonds changements étaient engagés pour modifier les liens entre Etats dans le cadre des rapports Est-Ouest, indépendamment des crises ethniques et identitaires auxquelles l'URSS elle-même s'est trouvée confrontée sur son vaste territoire. Le 2 mai, la Hongrie accepte, sur ses 246 km de frontières avec l'Autriche, de démanteler le «*grillage de la honte*», pour reprendre la formule du ministre d'Etat Imre Pozsgay, le leader des communistes réformateurs en phase avec l'esprit de Gorbatchev. Le vent de démocratisation reprend lors des obsèques mémorielles officielles du 16 juin – et médiatisées – d'Imre Nagy, chef du gouvernement favorable à la «*déstalinisation*» lors du soulèvement de 1956, puis exécuté en 1958 par le régime de Janos Kadar.

Entre-temps, la Pologne a connu la modification de sa loi électorale, suite à la table-ronde organisée par le général Jaruzelski, ancien Premier ministre, alors premier secrétaire du Parti ouvrier unifié et président du Conseil d'Etat, en vue de rétablir le pluralisme syndical et politique. Les élections législatives des 4 et 18 juin mettent au premier plan le parti du mouvement Solidarnosc de Lech Walesa : tous les sièges convoités au Sénat lui sont attribués. La dynamique du changement se poursuit par rapport aux communistes, même si le nouveau Parlement a élu Jaruzelski à la présidence de la République, mandat qui s'achèvera l'année suivante.

Une chaîne humaine d'une mémoire de dénonciation

Le 19 août, environ 600 Allemands de la République démocratique fuient la Hongrie pour l'Autriche, où un passage a été «ouvert» à l'occasion d'un pique-nique paneuropéen. Alors qu'elle disposait encore de près de 120 000 hommes en Hongrie, l'Armée rouge n'a pas bougé face à ce premier exode de masse depuis la construction du Rideau de fer le 13 août 1961 : la *perestroïka* était en action! Une chaîne humaine se constitue à travers l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie : le 23 août 1989, sur environ 600 km, elle réunit un million et demi de personnes pour dénoncer le Pacte germano-soviétique de Von Ribbentrop et de Molotov qui, cinquante années aupa-

(12) Pour une analyse contextuelle de l'époque, cf. Françoise THOM, *Le Moment Gorbatchev*, Hachette, Paris, 1989.

(13) De son côté, il s'était aussi préoccupé de l'avenir de son pays dans *Comment réaménager notre Russie?*, Fayard, Paris, 1990. Il fera l'objet de discussions, y compris en Occident, sur ses diverses prises de position identitaires, l'histoire et la culture russe.

ravant, avait conduit l'URSS à annexer ces trois républiques en 1940, après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 28 septembre 1939. Tous entonneront une version balte de la ballade du poète français Paul Fort (1872-1960), «*si tous les filles du monde voulaient se donner la main [...] Si tous les gars du monde décidaient d'être copains*»! La manifestation ne sera pas sans conséquences. Sa médiatisation internationale fera date. Elle sera reprise dans la logique des commémorations de 2009, notamment sur les chaînes de télévision nationales et internationales. L'URSS, malgré les tensions qu'elle a créées vis-à-vis des Etats baltes, reconnaîtra leur indépendance le 4 septembre 1991, soit trois mois avant sa propre dissolution et la création de la Fédération de Russie et de la Communauté des Etats indépendants réunissant 11 des 15 républiques de l'ex-URSS.

Toutefois, sur le registre de la mémoire commémorative, des dissensions demeurent en 2009. La justification du Pacte germano-soviétique en fait partie (14).

La fin du «Mur de la honte»

En République démocratique allemande (RDA), la contestation est aussi dans l'air du temps. Notamment à Leipzig, à l'église Saint-Nicolas, où une communication ancienne - les «Prières pour la paix» du pasteur Christian Führer, fondées sur la lecture de la Bible - vient remplacer celle des médias officiels et constitue une «révolution tranquille», malgré la surveillance de la police politique. Sous le regard des caméras, lors des cérémonies officielles du 40^e anniversaire de la création de la RDA, le 7 octobre, à Berlin-Est, après avoir saisi le sens des slogans de la foule, Gorbatchev invite le président Erich Honecker à être à l'écoute du peuple. Après la première manifestation du 9 octobre à Leipzig, rassemblant environ 70 000 personnes, la contestation se propage dans d'autres villes. Les manifestations sont plus ou moins réprimées. E. Honecker, à la tête du Parti socialiste unifié (SED) depuis 1971, est remplacé le 18 octobre par Egon Krenz, ouvert à des changements.

Face à l'opposition croissante et à la spontanéité de manifestations répétées dans les rues qui sont de moins en moins réprimées par la police, notamment celle du 4 novembre à Berlin-Est, estimée à un million de personnes, le Comité central du SED se réunit le 9 novembre vers midi. Il envisage un assouplissement de la réglementation sur les visas des Allemands de la RDA pour aller à l'étranger. Devant la presse internationale réunie vers 18h, une interprétation maladroite de Günther Schabowski, porte-parole du SED, fait croire à sa mise en place immédiate. L'information passée dans

(14) Cf. par exemple l'article de Leonid RADZIKHOVSKI, «Fauteur de guerre ou libérateur? Arrêtez d'accuser Staline», *Vzgliad*, magazine moscovite, repris par *Courrier international*, n° 981, 20-26 août 2009, pp. 42-43.

les agences de presse prend une dimension publique, mais, sur place, elle est devancée par le bouche à oreille : des dizaines de milliers de Berlinoises de l'Est se présentent devant le passage de la Bornholmer Strasse et attendent la mise en œuvre de la réglementation. A 22h42, la télévision publique de RFA annonce que «*les portes du Mur sont grandes ouvertes*», mais la foule piétine. Finalement, un officier fait ouvrir la barrière à 23h30! Les Berlinoises de l'Est passent à l'Ouest et en reviennent. Les habitants de l'Ouest les accueillent et vont voir ce qui se passe. De part et d'autre, les populations investissent les lieux et commencent à arracher des morceaux de ce mur de 42 km coupant leur ville en deux depuis le 13 août 1961. Celui-là, dès le lendemain, sera livré aux bulldozers sous les caméras de dizaines de chaînes de télévision. Le Rideau de fer coupant l'Europe en deux sur environ 1 400 km du Nord au Sud subira le même sort.

L'ouverture d'un soir aura de lourdes conséquences. La première sera la réunification de l'Allemagne divisée en 1949, qui a finalement consisté à faire entrer la RDA dans la Loi fondamentale de la République fédérale allemande (RFA) : elle est votée par le Parlement de RDA le 23 août 1990 et effective à partir du 3 octobre 1990. L'autre principale conséquence a été la fin du bloc de l'Est et de l'URSS, ainsi que la libération des pays d'Europe orientale de son emprise, politique, économique et militaire! Une autre Europe voit le jour avec un nouvel élargissement de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe! La suite est connue.

La commémoration mondiale

En 2009, la commémoration populaire et internationale de la mémoire du 9 novembre a donc largement occupé les médias. Elle a dominé dans l'audiovisuel avec les relais adéquats et leurs mises en scène, lors de directs, ou avec des documentaires variés et des films, souvent suivis de débats, portant sur ce passé et la suite. Des numéros spéciaux dans la presse magazine d'actualité, des suppléments dans la presse quotidienne ou des opérations de communication exceptionnelle sont organisées avec une affluence exceptionnelle de journalistes à Berlin, devenue «*capitale du monde*». Beaucoup de journaux télévisés sont réalisés en direct (comme sur TF1 et France 2), quitte à faire appel à des comédiens et à engager des reconstructions factices et partielles du Mur, dont des tonnes de pierres et de poussières en béton sont entrées dans le commerce des souvenirs. Relevons le cas des sept chaînes du groupe Radio France, qui se sont rassemblées toute cette journée «*pour fêter 20 ans de liberté*» en réalisant «*un programme multiple sur une antenne unique*», avec son relais sur l'Internet *via* le site radiofrancefaitlemur.fr!

Bref, le 9 novembre a été un bon sujet de mémoire, avec les retrouvailles, notamment, de Mikhaïl Gorbatchev, de George Bush père, alors Président des Etats-Unis, et de l'ancien Chancelier de la RFA, Helmut Kohl. Les

chaînes allemandes avaient pris largement les devants, dès le début de l'année, pour préparer leurs publics à la cérémonie officielle, dite «Fête de la liberté», qui s'est déroulée – sous la pluie – devant la Porte de Brandebourg, le 9 novembre au soir. Vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement ont été invités en plus des «anciens» acteurs politiques d'alors, mais le président B. Obama s'est fait représenter par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

L'occasion a permis de rappeler clairement l'hostilité à la réunification allemande de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique depuis 1979, et les hésitations du président de la République française François Mitterrand, qui avait pourtant affirmé sa confiance dans la volonté populaire lors de sa visite en RDA du 20 au 22 décembre 1989. Sujet sur lequel Vladimir Poutine, le Premier ministre russe, est allé à contre-courant en exprimant sa nostalgie de la RDA sur la chaîne télévisée russe NTA! Les particuliers, témoins ou victimes du régime, ont aussi été beaucoup sollicités pour évoquer l'événement ou rappeler leurs conditions de vie à l'Est et donner leurs appréciations sur le présent.

La symbolique d'un millier de dominos géants placés sur l'ancien tracé du Mur et s'écroulant lors de cette journée commémorative a-t-elle été suffisamment significative?

L'après et la «Révolution roumaine»

La dynamique de l'année 1989, avec ses multiples commémorations vingt ans après, s'est poursuivie dans d'autres «pays de l'Est». Vaclav Havel est élu Président de la République tchécoslovaque le 29 décembre, suite à la «Révolution de velours» qui s'est affirmée lors de la manifestation du 17 novembre à Prague et la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale le 10 décembre. Vingt ans après, cette «mémoire heureuse» s'est concrétisée par un concert en hommage à cet artiste signataire de la Charte 77, devenu homme politique malgré lui! Joan Baez et Lou Reed y ont participé parmi d'autres.

Cependant, en cette fin d'année, une autre insurrection émerge pour devenir la «Révolution roumaine». Elle naît en Transylvanie dans le contexte de la destruction de villages imposée par le pouvoir central de Nicolas Ceausescu. Celui-là venait d'être réélu Président de la République le 26 novembre, après avoir fait face à la critique de six anciens responsables du Parti communiste sur la situation économique, le 17 mars. A Timisoara, le 16 décembre, le pasteur stagiaire réformé hongrois, Lászlo Tökés (15), est menacé d'expulsion par la Securitate (la police politique) pour ses prises de position hostiles sur le sujet. Cependant, il a le soutien de ses paroissiens, puis d'une grande partie de la population qui, face aux

(15) Il est élu député européen en 2007 et en 2009, au titre de l'Union démocrate magyare de Roumanie.

forces de l'ordre, se mettent à crier «*à bas le communisme*». Le lendemain, les manifestants font face à l'armée. Sont hospitalisés des dizaines de blessés, dont certains sont exécutés par la Securitate. Effet boule de neige en plein hiver, après que les événements de Timisoara ont été relayés par les médias internationaux qui ont pu venir sur place (?), la contestation se répand dans plusieurs villes, dont la capitale Bucarest. La répression devient de plus en plus forte, alors que le président Ceausescu est en voyage officiel en Iran.

Ces événements successifs, certainement portés par l'actualité antérieure de cette année, attirent de plus en plus de journalistes étrangers réussissant à entrer sur le territoire. En comparaison de ce qu'ils ont constaté à l'occasion d'autres événements à l'Est, ils perçoivent un contexte de début de «guerre civile». De retour, Ceausescu convoque, le 21 décembre, une contre-manifestation de soutien populaire à Bucarest – qu'il croyait pouvoir organiser au mieux. Notamment sur le registre de la communication officielle, avec présence de la télévision roumaine assurant le direct! Malheureusement, les contestataires se sont infiltrés dans la manifestation et l'ont emporté par leurs slogans hostiles, en rappelant la répression du 17 décembre, à Timisoara, où environ 100 000 manifestants ont montré leur hostilité au régime ce même jour du 21 décembre. Le Président n'a pu parler que huit minutes, malgré ses appels au calme répétés, qui ont été ses dernières paroles publiques... En effet, il quitte ensuite sa tribune et son palais pour laisser place à l'armée et à ses chars.

Cependant, dans sa fuite en hélicoptère, il est capturé, avec son épouse. Tous deux sont jugés le 25 décembre, jour de Noël, en moins d'une heure, par une cour martiale réunie dans une école de la ville de Targoviste. Condamnés à mort pour «génocide», ils sont exécutés sur place. Les images de leurs corps sont présentées à la télévision nationale le soir même et relayées dans le monde entier. Entre-temps, le 22 décembre, plusieurs agences de presse, suivies par presque toutes les chaînes de télévision et de radio, ont annoncé la découverte d'un charnier de 4 632 corps à Timisoara, images à l'appui. Une information fautive dès l'origine vient clore l'actualité de cette année, alors qu'un conflit concomitant outre-Atlantique, celui de Juste cause au Panama, déjà cité, n'a guère été couvert et a occasionné plus de 2 000 morts.

Après quelques jours de confusion, d'anarchie et de combats ayant fait des centaines de morts, le Parti reprend le pouvoir à Bucarest. Il avait annoncé, avant la mort du dictateur, la création d'un Front de salut national, dont le responsable majeur, Ion Iliescu, membre du Comité central, avait été destitué par Ceausescu quelques mois plus tôt. Dès lors, eu égard à la continuité du régime et malgré des ouvertures qui n'ont pas toutes pris le chemin de la libéralisation vécue dans d'autres pays de l'Est, de nombreuses interprétations émergent sur une «révolution populaire» ou un

«coup d'Etat» organisé sur place ou de l'étranger (16). Les nouveaux dirigeants récupèrent le bâtiment de la télévision roumaine investie par la Securitate, qui avait malmené plusieurs journalistes. Toutefois, les directs quasi permanents ont eu leurs effets. La «Révolution roumaine» a été l'un des événements les plus couverts par les médias.

De même, la commémoration de cette rupture de 1989 a été largement exploitée, en Roumanie comme à l'international. Quitte à omettre bien des aspects des contextes géopolitique et économique d'alors, voire du rôle joué vis-à-vis de l'URSS par Ceausescu comme par le maréchal Tito dans la Yougoslavie voisine : ces deux dirigeants s'étaient placés hors de l'orbite de Moscou, ce qu'avaient bien compris les États occidentaux qui coopéraient avec eux. Rappelons que Ceausescu avait chaleureusement accueilli le président de la République française Charles de Gaulle, les 14-19 mai 1968, lors d'une période cruciale en France et alors que, chez lui, il était considéré comme un «nouveau de Gaulle»; ! il avait également dénoncé l'invasion de la Tchécoslovaquie, en août 1968, par les troupes du Pacte de Varsovie.

MÉMOIRES EN RETRAIT OU EN CONFLIT

Opportunités relatives ou à venir

L'Europe

Les commémorations n'échappent pas aux interrogations. Notamment *a posteriori* sur la manière dont les faits sont racontés, exploités, manipulés ou oubliés. Et *a fortiori* quand elles sont en compétition dans la programmation des agendas politiques et médiatiques. Le Mur de Berlin, avec ses symboliques de changement pour l'Europe et le monde entier, a, par exemple, fait mettre de côté l'anniversaire des soixante ans du Conseil de l'Europe, créé à Londres le 5 mai par dix États (Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni). Le Comité des ministres s'est réuni pour la première fois le 8 août 1949 à Strasbourg, suivi le 10 août par la première session de son Assemblée parlementaire dans l'aula du Palais universitaire; on y accueille déjà deux nouveaux membres (Grèce et Turquie) et on y fait l'éloge de Winston Churchill, un des fondateurs de l'Europe trop souvent oublié depuis. Le Conseil compte 47 membres en 2009, mais ses travaux sur les libertés démocratiques, la culture et l'histoire sont peu relayés vers les opi-

(16) Cf. Victor LOUPAN, *La Révolution n'a pas eu lieu : histoire d'un coup d'Etat*, Robert Laffont, Paris, 1990; Ion Longin POPESCU, «1989. La révolution n'a pas eu lieu», *Formula As*, hebdomadaire roumain, article repris par *Courrier international* n° 997, 10-16 déc. 2009, p. 50. L'auteur roumain dénonce le fait que personne n'a été poursuivi pour les 1 600 personnes tuées lors de ces événements et que bien des mystères demeurent sur cette «révolution».

nions publiques. On pourrait en dire autant de la création de la Cour européenne des droits de l'homme, il y a 50 ans, au même endroit!

La Turquie et le Proche-Orient

Les rappels de la mémoire supposent aussi des initiatives et des choix plus ou moins opportuns. Par exemple, les massacres organisés par les Jeunes Turcs en avril 1909 à Adama, en Cilicie, avant le «génocide» arménien de 1915, sont peu connus, mais ils sont en cours de montée en puissance (17). Parce que «l'air du temps» valorise de plus en plus les victimes dans les *mass media* (18), passées des pages ou rubriques des «faits divers» à celles de la «politique internationale», cette référence sera probablement utilisée avant 2015, année d'un centenaire exploité à propos de la demande d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne!

A Chypre, depuis 25 ans, un mur réel séparant populations turques et grecques s'inscrit dans le même débat. *Idem* pour celui établi en Palestine, avec l'occupation progressive de territoires par Israël, y compris après l'offensive Plomb durci dirigée contre le Hamas sur la bande de Gaza, du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, et qui a fait débat à l'Assemblée générale des Nations unies! Ou pour une frontière rigide héritée d'une guerre d'une autre époque et séparant Corée du Nord et Corée du Sud, représentée par le 38^e parallèle!

Un fait divers ancien en Inde

Autre exemple, la «tragédie de Bhopal», en Inde, expression d'une catastrophe industrielle produite dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, a peu été commémorée 25 ans après. Une explosion au sein de l'usine de pesticide de la société Union Carbide avait dégagé environ 40 tonnes de gaz toxique, entraînant officiellement la mort de 14 000 habitants sur site ou le double selon d'autres sources. Vestiges et bidonvilles en constituent de nos jours la réalité visible, dans un environnement encore considéré comme dangereux, eu égard au nombre de personnes qui, même après la seconde génération, meurent de ses suites (cancers, maladies génétiques...). Pourtant, les responsabilités font toujours l'objet de débat entre la société citée, rachetée depuis 2001 par Dow Chemical, et les autorités indiennes, malgré des dédommagements financiers discutés sur le terrain (19). Les conséquences et manières d'agir, en termes d'expérience et de prospective pour faire face à une catastrophe du même genre, dépassent pourtant le cadre de la région du Madhya Pradesh.

(17) Cf. Frederick Zaccheus DUCKET FERRIMAN, *Les Jeunes-Turcs et la vérité sur l'holocauste d'Adama en Asie mineure en avril 1909*, Le Cercle des écrits caucasiens, La Ferté-sous-Jouarre, 2008.

(18) Cf. Guillaume ERNER, *La Société des victimes*, La Découverte, Paris, 2006.

(19) Cf. Julien BOUSSOU, «Tragédie sans fin à Bhopal», *Le Monde*, 3 déc. 2009, p. 3.

Bien d'autres sujets pourraient être mis en avant comme la commémoration des dix ans de la guerre au Kosovo déclenchée en 1999 et de ses conclusions politiques et diplomatiques, avec son accès à l'indépendance en 2008. Ou encore l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce, qui a connu un échec retentissant lors de son sommet à Seattle, aux États-Unis, le 3 décembre 1999, et qui a fait découvrir un courant de contestation et de réflexion sur l'avenir planétaire se faisant qualifier d'altermondialiste et non plus d'antimondialiste (20).

Déjà, l'avenir invite à nouvelles interrogations! 2010 est l'année du cinquantenaire de l'indépendance de 17 États d'Afrique : comment se sont-ils distingués les uns des autres face à ces commémorations? et comment les médias ont-ils traité ces événements de l'agenda politique face à l'histoire? A comparer avec la couverture de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud à la même période!

Les cinq cents ans de Calvin

Bien qu'annoncées dans les milieux confessionnels concernés, notamment dans les églises issues de la Réforme du XVI^e siècle, et organisées dans les pays où elle s'est développée par la suite, les manifestations du cinquième centenaire de la naissance de Jean Calvin (1509-1564) ont surtout été organisées en Suisse, dans les ex-Provinces Unies (Belgique et Pays-Bas) et les pays anglo-saxons. En France, sa mémoire a été rappelée dans les villes de son enfance ou de ses études, comme à Noyon, Bourges, Orléans, Paris, Poitiers et Strasbourg – à l'époque ville libre du Saint-Empire germanique –, mais sans grand impact dans l'espace médiatique français. Il n'y avait pas là de quoi être surpris, eu égard à la contestation théologique de la Réforme héritée de l'Ancien-Régime dès le règne de François I^{er} et relayée par bien des penseurs de l'époque. Notamment au XVII^e siècle, à la suite de Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704), l'évêque de Meaux et précepteur du Dauphin. Le successeur de Guillaume Briçonnet (1472-1534) qui, lui, avait laissé fermenter dans le diocèse les idées des Évangéliques, était ouvertement hostile aux «Protestants» et favorable à la révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV en 1685.

Or, quand on part de Genève, ville du «refuge» qui avait accueilli puis banni Calvin en 1538, mais lui avait demandé de revenir en 1541 – alors qu'il s'était établi à Strasbourg –, et qu'on remonte le Rhin jusqu'à la mer du Nord, la notoriété du personnage change. Les impacts de la Réforme, développée à Genève à la suite de Luther une génération avant et surtout violemment combattue dans les pays latins, prennent une autre dimension auprès des penseurs qui ont pu s'exprimer dans des pays où la liberté

(20) Cf. Dave ATKINSON, «De l'exception culturelle à la diversité culturelle». Les relations internationales au cœur d'une bataille planétaire», *Annuaire français de relations internationales*, vol. I, pp. 663-675.

d'expression s'était imposée sur ses arguments et valeurs (21). Le Calvinisme avait engagé, bien avant le XVIII^e siècle et la Révolution française, la séparation du spirituel et du temporel. Autrement dit, depuis, de l'Eglise et de l'Etat, mais aussi envisagé l'organisation démocratique de la Cité avec la liberté de conscience face à l'autorité, même quand celle-là, avec la suppression du clergé, devait encore se fonder sur les valeurs chrétiennes à partager. Si, en 1541, le Magistrat de Genève – l'équivalent du Conseil municipal – a rappelé Calvin, c'était bien pour concrétiser une nouvelle conception de la vie politique difficilement pensable à l'époque. Cela sera reconnu plus tard, en Angleterre, en Hollande ou en Suède, d'où bien des philosophes communiqueront avec la France pensante, par des lettres ou gazettes circulant sous le manteau.

Dans le contexte mémoriel de ce cinquième centenaire, la pensée de Calvin, avec ses perspectives de changement et indépendamment de «l'affaire Servet» (22), s'inscrit dans la conscience européenne en construction dès la Renaissance, avec une mutation du pouvoir du «Midi au Nord» (23). En ce sens, les analyses de Paul Hazard, y compris à propos du Calvinisme et de son impact en Europe, demeurent d'actualité par rapport à un passé plus ou moins bien traité selon les pays et leurs références mémorielles. Dire que la liberté de pensée, avec ses perspectives de changement de l'ordre politique et social, a facilité celle des Lumières du XVIII^e ne relève pas de l'audace intellectuelle.

LA MULTIPERSPECTIVITÉ DANS L'ACTUALITÉ

Lors des travaux relatifs à son projet «Apprendre et enseigner l'histoire en Europe au XX^e siècle», le Conseil de l'Europe avait mis en évidence l'importance de l'inter-culturalité, rejoignant par là la «Convention pour la protection et la promotion des diversités culturelles» du 20 octobre 2005, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO. Ces deux institutions – peu présentes dans l'espace médiatique – travaillent pourtant l'une et l'autre dans des perspectives assez convergentes. Rappelons que le premier manuel d'histoire franco-allemand pour les classes terminales en est une première réalisation concrète (24). La dynamique lancée a mis en avant une

(21) Sur l'internationalisation de la Réforme, cf. Olivier ABEL, *Calvin*, Pygmalion, Paris, 2009, en particulier chap. XIV; *Atlas historique Duby*, Larousse, Paris, 2007 (1987), pp. 163 et suiv.

(22) Du nom du médecin espagnol Michel Servet (1511-1553) qui, fuyant l'Inquisition pour négation de la Trinité et de la divinité de Jésus, déjà condamné à mort par contumace, fut capturé à Genève et condamné à mort par la juridiction civile. Ce cas exceptionnel à Genève fut largement exploité par l'Eglise catholique et les partisans de la monarchie, selon le principe «*cujus regio, ejus religio*» ou un «prince, une religion»!

(23) Paul HAZARD, *La Crise de la conscience européenne. 1680-1715*, Fayard, Paris, 1961 (1935).

(24) *L'Europe et le monde depuis 1945*, Nathan/Ernst Klett, Paris/Stuttgart/Leipzig, 2006. Cet ouvrage a été suivi par un second, sorti chez les mêmes éditeurs en 2008, mais s'adressant aux élèves des classes de 1^{re}, *L'Europe et le monde. Du Congrès de Vienne à 1945*. Les deux ouvrages sont même cédés avec un CD.

approche du passé fondé sur la «multiperspectivité», qui pourrait être développée dans l'appréhension de l'actualité construite par les médias (25)... La mondialisation, avec ses perspectives d'entités régionales dépassant les cadres nationaux, suppose un devoir partagé d'explication pour construire une culture transnationale. Autrement dit, le «devoir de mémoire» n'a de sens positif que s'il est adossé au «devoir d'histoire», condition *sine qua non* pour être le moins équivoque possible (Paul Ricœur), *a fortiori* dans toute démocratie où l'histoire ne saurait être définie ou orientée politiquement.

Une telle manière de faire, déjà en cours dans les milieux universitaire et de la recherche, serait une façon de revenir sur la «*mimesis 2*» de Ricœur, mais aussi de sortir de la logique du «*tautisme*» chère à Lucien Sfez (26). Ce néologisme conceptualisé, faisant la fusion entre «tautologie» et «autisme», désigne à la fois la répétition sans limite des faits et discours rapportés par les médias et le repli de chacun sur soi face à une forme de «totalitarisme» de l'information tendant à faire croire que chacun est intégré à l'événement montré et raconté. Autrement dit, à faire confondre le réel et sa représentation, dans sa mise en récit ou en images, sans pouvoir en saisir tous les sens et contextes, faute d'une distanciation suffisante et nécessaire à la compréhension. Or, celle-là ne se fonde pas sur les expressions immédiates et répétées dans l'actualité offerte par les médias.

Le contexte d'évolution généralisée des échanges et relations de tous ordres à l'échelle du monde perpétue une «*crise de la représentation*» observée par Daniel Bougnoux (27). Mémoire courte et faible ancrage dans le passé, ne serait-ce que par la transmission des ascendants aux descendants des faits et valeurs du passé, participent aussi au hiatus entre la représentation du réel, avec ses signes et symboles, et le réel lui-même en tant qu'objet reconnu. Or, l'actualité a une dimension collective impliquant des échanges *ad minima* nécessaires et indispensables pour vivre ensemble, à petite comme à grande échelle, dont la société mondialisée. La «multiperspectivité» pourrait donc être exploitée dans l'actualité car elle invite au devoir d'explication et de dialogue pour envisager une culture transnationale en construction. Si la perspective de «politique de civilisation» chère à Edgar Morin (28) est reprise dans les débats politiques, en France ou ailleurs, il faudra bien en voir des manifestations dans les pratiques médiatiques, afin de contribuer aussi bien à «*civiliser la civilisation*», en terme de transmission de valeurs positives partagées, qu'à «*restaurer la pensée*» dans «*l'émergence de l'universel concret*» (29).

(25) Conseil de l'Europe, *Carrefours d'histoires européennes*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2007 (préface de Robert Stradling).

(26) Lucien SFEZ, *Critique de la communication*, Seuil, Paris, 1992, pp. 103 et suiv.

(27) Daniel BOUGNOUX, *op. cit.*

(28) Edgar MORIN, *Pour une politique de civilisation*, Arlea, Paris, 2002.

(29) Deux expressions reprises d'Edgar MORIN/Anne-Brigitte KERN, *Terre-Patrie*, Seuil, Paris, 1993.

Notre propos, sans intrigue et sans fin, n'étant pas un récit au sens propre, mais une chronique, un oubli mémoriel nous revient : n'était-ce pas en 1509 que le dénommé Erasmus Rotterodamus écrivit son essai *L'Eloge de la folie*, dédié à l'auteur futur de *l'Utopie* (1516), l'Anglais Thomas Morus – et non *Moria*, soit folie en latin)? «*Il agit à contretemps, celui qui ne sait s'accommoder des choses telles qu'elles sont, qui n'obéit pas aux usages, qui oublie cette loi des banquets : 'bois ou va-t'en!' et qui demande que la comédie ne soit pas une comédie. Tu montreras du vrai bon sens, toi qui es un homme, en ne cherchant pas à en savoir plus que les hommes, en te pliant de bon gré à l'avis de la multitude ou en te trompant complaisamment avec elle. 'Mais, dira-t-on, c'est proprement de la folie!' Je ne te contredis pas, pourvu qu'on m'accorde en retour qu'ainsi se joue la comédie de la vie*» (30). Qu'en retenir par rapport à notre propos?

(30) ERASME, *L'Eloge de la folie*, Jean de Bonnot, Paris, 1983 (1509) p. 39.